

Unité départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 06/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Rue de l'Industrie
BP 15
21270 Pontailler-sur-Saône

Code AIOT : 0006301319

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement TITANOBEL implanté La Torchère 44440 Riaillé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL
- La Torchère 44440 Riaillé
- Code AIOT : 0006301319
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement Titanobel à Riaillé stocke des explosifs et les éléments nécessaires à la fabrication des explosifs sur les lieux de tir.

La visite d'inspection a été réalisée de manière inopinée. Elle avait notamment pour objectif d'évaluer les actions réalisées par les opérateurs et chaîne d'alerte hiérarchique en situation de crise.

Les installations contrôlées sont le quai de chargement des explosifs, la zone de chargement des détonateurs et la base UMFE.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion des situations d'urgence,
- Suites de l'inspection précédente.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Premiers réflexes	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I	/	Sans objet
5	Conditions de stockage du NAT	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III	/	Sans objet
6	conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3	/	Sans objet
7	Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts	Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2	/	Sans objet
8	Remontée des observations du personnel	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 1	/	Sans objet
9	Prévention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Remontée des potentiels de dangers – état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	/	Sans objet
3	Gestion des chargements/déchargements d'explosifs	Code de l'environnement du 24/10/2023, article R515-90	/	Sans objet
4	Structures métalliques et marquage au sol	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations doivent être apportées au POI pour améliorer la diffusion de l'alerte et organiser l'appel à la force d'intervention rapide.

La réalisation régulière d'exercices de mise en situation doit être poursuivie.

La remontée de situations à risques rencontrées par le personnel dans le cadre de son travail quotidien doit être davantage formalisée et encouragée.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Premiers réflexes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de communication
Prescription contrôlée : En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L.515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : - d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ; - de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.
Constats : Le dernier exercice POI réalisé en interne par l'exploitant s'est déroulé le 12/07/2023. La visite d'inspection, réalisée de manière inopinée, avait notamment pour objectif d'évaluer les actions réalisées par les opérateurs et chaîne d'alerte hiérarchique en situation de crise, au regard des dispositions prévues dans le POI (version du 14/02/2023). Le scénario choisi était la simulation d'un incendie sur un camion en cours de chargement (détonateurs chargés). L'inspection des installations classées s'est donc rendue sur le dépôt d'explosifs au moment du chargement de camions pour réaliser cet exercice de mise en situation. Les constats sont explicités en annexe confidentielle
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Remontée des potentiels de dangers – état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Risques accidentels, Potentiels de dangers présents
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront

figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

Constats :

Dans le cadre de l'exercice et en simulant une présence de l'agent d'astreinte à son domicile, l'état des stocks a été demandé.

Les constats sont explicités en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Gestion des chargements/déchargements d'explosifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2023, article R515-90

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers mentionnée à l'article L181-25 justifie que l'exploitant met en œuvre les mesures de maîtrise des risques internes à l'établissement [...]

Etude de dangers – Mesure de maîtrise des risques n°1 : Transport séparé des détonateurs et explosifs

Constats :

Lors de la visite, le chargement d'un camion de transport d'explosifs a été observé.

Les détonateurs ont été chargés en premier dans le coffre dédié à cet effet et les explosifs ont été stockés séparément.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Structures métalliques et marquage au sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

Constats :

Constat du 14/06/2022 : les structures métalliques servant de protection au-dessus des cellules des détonateurs sont très corrodées. L'exploitant indique que les travaux devraient être réalisés au second semestre 2022.

Constat du 26/10/2023 : Les travaux sur la structure du bâtiment de stockage des détonateurs ont été réalisés.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Conditions de stockage du nitrate d'ammonium technique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, stockage NAT
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les constats sont explicités en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Conformité électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2014, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, conformité installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conformes aux réglementations en vigueur. Elles doivent être entretenues, en bon état et périodiquement contrôlées.
Constats : Les constats sont explicités en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Respect de la zone coupe-feu autour des dépôts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2002, article 5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Prescription contrôlée : Le sol est débarrassé de toutes herbes sèches et débroussaillé régulièrement
Étude de dangers, mesure de maîtrise du risque n°7 : respect de la zone coupe-feu autour du dépôt (débroussaillage)
Constats : Les constats sont explicités en annexe confidentielle.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Remontée des observations du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I, point 1
Thème(s) : Risques accidentels, Amélioration continue
Prescription contrôlée :